

Annexe I.

CONVENTION DE GENÈVE
RELATIVE A LA HAUTE-SILÉSIE

FAITE A GENÈVE LE 15 MAI 1922.

TROISIÈME PARTIE

PROTECTION DES MINORITÉS.

TITRE PREMIER.

Considérant que la Conférence des Ambassadeurs a décidé, en date du 20 octobre 1921 :

1) que le Traité concernant la protection des minorités, etc., conclu le 28 juin 1919 entre les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon, d'une part, et la Pologne, d'autre part, est applicable dans la partie de la Haute-Silésie reconnue comme faisant définitivement partie de la Pologne ;

2) que l'équité ainsi que le maintien de la vie économique de la Haute-Silésie demandent que le Gouvernement allemand soit tenu d'accepter, au moins pour la période transitoire de quinze ans à dater de l'attribution définitive du territoire, des stipulations correspondant aux articles premier, 2, 7, 8, 9 (alinéas 1 et 2), 10, 11 et 12 dudit Traité, pour ce qui concerne la partie de la Haute-Silésie reconnue comme faisant définitivement partie de l'Allemagne ;

3) que les stipulations de l'accord qui sera conclu entre les Gouvernements allemand et polonais en vue de la mise en pratique des principes ci-dessus énoncés, constituent des obligations d'intérêt international pour l'Allemagne et pour la Pologne et seront placées sous la garantie de la Société des Nations de la même façon que les stipulations du Traité du 28 juin 1919,

les deux Parties contractantes ont convenu des stipulations suivantes :

Article 64.

Le Gouvernement allemand accepte pour la période transitoire de quinze ans les stipulations suivantes applicables dans la partie allemande du territoire plébiscité.

Le Gouvernement polonais se réfère aux stipulations suivantes du Traité du 28 juin 1919 applicables de plein droit dans la partie polonaise du territoire plébiscité.

Annex I.

GENEVA CONVENTION
 CONCERNING UPPER SILESIA
 SIGNED AT GENEVA, MAY 15th, 1922.

PART III.

PROTECTION OF MINORITIES.

DIVISION I.

Whereas the Conference of Ambassadors decided, on October 20th, 1921 :

(1) that the Treaty with regard to the Protection of Minorities, etc., concluded on June 28th, 1919, between the United States of America, the British Empire, France, Italy and Japan on the one part, and Poland on the other part, should be applicable to those parts of Upper Silesia definitely recognized as part of Poland ;

(2) that the principles of equity and the maintenance of the economic life of Upper Silesia demand that the German Government should be bound to accept, at least for the transitional period of fifteen years dating from the definitive allocation of the territory, stipulations corresponding to Articles 1, 2, 7, 8, 9 (paragraphs 1 and 2), 10, 11 and 12 of the said Treaty as regards those parts of Upper Silesia definitely recognized as part of Germany ;

(3) that the provisions of the agreement to be concluded between the German and Polish Governments in order to put into force the above-mentioned principles, constitute obligations of international concern for Germany and Poland, and shall be placed under the guarantee of the League of Nations in the same way as the provisions of the Treaty of June 28th, 1919 ;

The two Contracting Parties have agreed on the following provisions :

Article 64.

The German Government agrees that for the transitional period of fifteen years the following provisions shall be applicable in the German part of the plebiscite area.

The Polish Government refers to the following provisions of the Treaty of June 28th, 1919, which shall be automatically applicable in the Polish part of the plebiscite area.

Article 65.

(Article premier du Traité des Minorités du 28 juin 1919.)

L'Allemagne s'engage à ce que les stipulations contenues dans les articles 66 à 68 soient reconnues comme lois fondamentales, à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne soient en contradiction ou en opposition avec ces stipulations et à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévalent contre elles.

La Pologne s'engage à ce que les stipulations contenues dans les articles 66 à 68 soient reconnues comme lois fondamentales, à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne soient en contradiction ou en opposition avec ces stipulations et à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévalent contre elles.

Article 66.

(Article 2 du Traité des Minorités du 28 juin 1919.)

1. — Le Gouvernement allemand s'engage à accorder à tous les habitants pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté, sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion.

2. — Tous les habitants auront droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

1. — Le Gouvernement polonais s'engage à accorder à tous les habitants pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté, sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion.

2. — Tous les habitants de la Pologne auront droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Article 67.

(Article 7 du Traité des Minorités du 28 juin 1919.)

1. — Tous les ressortissants allemands seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques sans distinction de race, de langage ou de religion.

2. — La différence de religion, de croyance ou de confes-

1. — Tous les ressortissants polonais seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques sans distinction de race, de langage ou de religion.

2. — La différence de religion, de croyance ou de confes-

Article 65.

(Article 1 of Minorities Treaty of June 28th, 1919.)

Germany undertakes that the stipulations contained in Articles 66 to 68 shall be recognized as fundamental laws, and that no law, regulation or official action shall conflict or interfere with these stipulations, nor shall any law, regulation or official action prevail over them.

Poland undertakes that the stipulations contained in Articles 66 to 68 shall be recognized as fundamental laws, and that no law, regulation or official action shall conflict or interfere with these stipulations, nor shall any law, regulation or official action prevail over them.

Article 66.

(Article 2 of Minorities Treaty of June 28th, 1919.)

(1) Germany undertakes to assure full and complete protection of life and liberty to all inhabitants without distinction of birth, nationality, language, race or religion.

(1) Poland undertakes to assure full and complete protection of life and liberty to all inhabitants of Poland without distinction of birth, nationality, language, race or religion.

(2) All inhabitants shall be entitled to free exercise, whether public or private, of any creed, religion or belief, whose practices are not inconsistent with public order or public morals.

(2) All inhabitants of Poland shall be entitled to free exercise, whether public or private, of any creed, religion or belief, whose practices are not inconsistent with public order or public morals.

Article 67.

(Article 7 of Minorities Treaty of June 28th, 1919.)

(1) All German nationals shall be equal before the law and shall enjoy the same civil and political rights without distinction as to race, language or religion.

(1) All Polish nationals shall be equal before the law and shall enjoy the same civil and political rights without distinction as to race, language or religion.

(2) Differences of religion, creed or confession shall not

(2) Differences of religion, creed or confession shall not

sion ne devra nuire à aucun ressortissant allemand en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions et industries.

3. — Il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout ressortissant allemand d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse, ou de publication de toute nature, soit dans les réunions publiques.

4. — Nonobstant l'établissement par le Gouvernement allemand d'une langue officielle, des facilités appropriées seront données aux ressortissants allemands de langue autre que l'allemand, pour l'usage de leur langue, soit oralement, soit par écrit, devant les tribunaux.

sion ne devra nuire à aucun ressortissant polonais en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions et industries.

3. — Il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout ressortissant polonais d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse, ou de publication de toute nature, soit dans les réunions publiques.

4. — Nonobstant l'établissement par le Gouvernement polonais d'une langue officielle, des facilités appropriées seront données aux ressortissants polonais de langue autre que le polonais, pour l'usage de leur langue, soit oralement, soit par écrit, devant les tribunaux.

Article 68.

(Article 8 du Traité des Minorités du 28 juin 1919.)

Les ressortissants allemands appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants allemands. Ils auront notamment un droit égal à créer, diriger et contrôler à leurs frais des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion.

Les ressortissants polonais appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants polonais. Ils auront notamment un droit égal à créer, diriger et contrôler à leurs frais des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion.

prejudice any German national in matters relating to the enjoyment of civil or political rights, as for instance admission to public employments, functions and honours, or the exercise of professions and industries.

(3) No restriction shall be imposed on the free use by any German national of any language in private intercourse, in commerce, in religion, in the press or in public relations of any kind, or at public meetings.

(4) Notwithstanding any establishment by the German Government of an official language, adequate facilities shall be given to German nationals of non-German speech for the use of their language, either orally or in writing, before the Courts.

prejudice any Polish national in matters relating to the enjoyment of civil or political rights, as for instance admission to public employments, functions and honours, or the exercise of professions and industries.

(3) No restriction shall be imposed on the free use by any Polish national of any language in private intercourse, in commerce, in religion, in the press or in public relations of any kind, or at public meetings.

(4) Notwithstanding any establishment by the Polish Government of an official language, adequate facilities shall be given to Polish nationals of non-Polish speech for the use of their language, either orally or in writing, before the Courts.

Article 68.

(Article 8 of Minorities Treaty of June 28th, 1919.)

German nationals who belong to racial, religious or linguistic minorities shall enjoy the same treatment and security in law and in fact as the other German nationals. In particular they shall have an equal right to establish, manage and control at their own expense charitable, religious and social institutions, schools and other educational establishments, with the right to use their own language and to exercise their religion freely therein.

Polish nationals who belong to racial, religious or linguistic minorities shall enjoy the same treatment and security in law and in fact as the other Polish nationals. In particular they shall have an equal right to establish, manage and control at their own expense charitable, religious and social institutions, schools and other educational establishments, with the right to use their own language and to exercise their religion freely therein.

Article 69.

(Article 9, alinéas 1 et 2, du Traité des Minorités du 28 juin 1919.)

1. — En matière d'enseignement public, le Gouvernement allemand accordera dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants allemands de langue autre que la langue allemande, des facilités appropriées pour assurer que dans les écoles primaires l'instruction sera donnée dans leur propre langue aux enfants de ces ressortissants allemands. Cette stipulation n'empêchera pas le Gouvernement allemand de rendre obligatoire l'enseignement de la langue allemande dans lesdites écoles.

2. — Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants allemands appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, ces minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice et l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'État, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation, de religion ou de charité.

1. — En matière d'enseignement public, le Gouvernement polonais accordera dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants polonais de langue autre que la langue polonaise, des facilités appropriées pour assurer que dans les écoles primaires l'instruction sera donnée dans leur propre langue aux enfants de ces ressortissants polonais. Cette stipulation n'empêchera pas le Gouvernement polonais de rendre obligatoire l'enseignement de la langue polonaise dans lesdites écoles.

2. — Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants polonais appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, ces minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice et l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'État, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation, de religion ou de charité.

Article 70.

(Article 10 du Traité des Minorités du 28 juin 1919.)

Des comités scolaires désignés sur place par les communautés juives assureront, sous le contrôle général de l'État, la répartition de la part proportionnelle des fonds publics

Des comités scolaires désignés sur place par les communautés juives de Pologne assureront, sous le contrôle général de l'État, la répartition de la part proportionnelle des

Article 69.

(Article 9, paragraphs 1 and 2, of Minorities Treaty of June 28th, 1919.)

(1) Germany will provide in the public educational system in towns and districts in which a considerable proportion of other than German speech are residents adequate facilities for ensuring that in the primary schools the instruction shall be given to the children of such German nationals through the medium of their own language. This provision shall not prevent the German Government from making the teaching of the German language obligatory in the said schools.

(2) In towns and districts where there is a considerable proportion of German nationals belonging to racial, religious or linguistic minorities, these minorities shall be assured an equitable share in the enjoyment and application of the sums which may be provided out of public funds under the State, municipal or other budget, for educational, religious or charitable purposes.

(1) Poland will provide in the public educational system in towns and districts in which a considerable proportion of Polish nationals of other than Polish speech are residents adequate facilities for ensuring that in the primary schools the instruction shall be given to the children of such Polish nationals through the medium of their own language. This provision shall not prevent the Polish Government from making the teaching of the Polish language obligatory in the said schools.

(2) In towns and districts where there is a considerable proportion of Polish nationals belonging to racial, religious or linguistic minorities, these minorities shall be assured an equitable share in the enjoyment and application of the sums which may be provided out of public funds under the State, municipal or other budget, for educational, religious or charitable purposes.

Article 70.

(Article 10 of Minorities Treaty of June 28th, 1919.)

Educational Committees appointed locally by the Jewish communities will, subject to the general control of the State, provide for the distribution of the propor-

Educational Committees appointed locally by the Jewish communities of Poland will, subject to the general control of the State, provide for the distribution of the

assignée aux écoles juives en conformité de l'article 69, ainsi que l'organisation et la direction de ces écoles. Les dispositions de l'article 69 concernant l'emploi des langues dans les écoles seront applicables auxdites écoles.

fonds publics assignée aux écoles juives en conformité de l'article 69, ainsi que l'organisation et la direction de ces écoles. Les dispositions de l'article 69 concernant l'emploi des langues dans les écoles seront applicables auxdites écoles.

Article 71.

(Article 11 du Traité des Minorités du 28 juin 1919.)

1. — Les Juifs ne seront pas astreints à accomplir des actes quelconques constituant une violation de leur Sabbat, et ne devront être frappés d'aucune incapacité s'ils refusent de se rendre devant les tribunaux ou d'accomplir des actes légaux le jour de Sabbat. Toutefois, cette disposition ne dispensera pas les Juifs des obligations imposées à tous les ressortissants allemands en vue des nécessités du service militaire, de la défense nationale ou du maintien de l'ordre public.

2. — L'Allemagne déclare son intention de s'abstenir de prescrire ou d'autoriser des élections, soit générales, soit locales, qui auraient lieu un samedi; aucune inscription électorale ou autre ne devra obligatoirement se faire un samedi.

1. — Les Juifs ne seront pas astreints à accomplir des actes quelconques constituant une violation de leur Sabbat, et ne devront être frappés d'aucune incapacité s'ils refusent de se rendre devant les tribunaux ou d'accomplir des actes légaux le jour de Sabbat. Toutefois, cette disposition ne dispensera pas les Juifs des obligations imposées à tous les ressortissants polonais en vue des nécessités du service militaire, de la défense nationale ou du maintien de l'ordre public.

2. — La Pologne déclare son intention de s'abstenir de prescrire ou d'autoriser des élections, soit générales, soit locales, qui auraient lieu un samedi; aucune inscription électorale ou autre ne devra obligatoirement se faire un samedi.

Article 72.

(Article 12 du Traité des Minorités du 28 juin 1919.)

1. — L'Allemagne agréée que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents affectent des personnes appartenant à des minorités de race,

1. — La Pologne agréée que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents affectent des personnes appartenant à des minorités de race,

tional share of public funds allocated to Jewish schools in accordance with Article 69, and for the organization and management of these schools. The provisions of Article 69 concerning the use of languages in schools shall apply to these schools.

proportional share of public funds allocated to Jewish schools in accordance with Article 69, and for the organization and management of these schools. The provisions of Article 69 concerning the use of languages in schools shall apply to these schools.

Article 71.

(Article 11 of Minorities Treaty of June 28th, 1919.)

(1) Jews shall not be compelled to perform any act which constitutes a violation of their Sabbath, nor shall they be placed under any disability by reason of their refusal to attend courts of law or to perform any legal business on their Sabbath. This provision, however, shall not exempt Jews from such obligations as shall be imposed upon all other German citizens for the necessary purposes of military service, national defence, or the preservation of public order.

(2) Germany declares her intention to refrain from ordering or permitting elections, whether general or local, to be held on a Saturday, nor will registration for electoral or other purposes be compelled to be performed on a Saturday.

(1) Jews shall not be compelled to perform any act which constitutes a violation of their Sabbath, nor shall they be placed under any disability by reason of their refusal to attend courts of law or to perform any legal business on their Sabbath. This provision, however, shall not exempt Jews from such obligations as shall be imposed upon all other Polish citizens for the necessary purposes of military service, national defence, or the preservation of public order.

(2) Poland declares her intention to refrain from ordering or permitting elections, whether general or local, to be held on a Saturday, nor will registration for electoral or other purposes be compelled to be performed on a Saturday.

Article 72.

(Article 12 of Minorities Treaty of June 28th, 1919.)

(1) Germany agrees that the stipulations in the foregoing articles, so far as they affect persons belonging to racial, religious or linguistic minor-

(1) Poland agrees that the stipulations in the foregoing articles, so far as they affect persons belonging to racial, religious or linguistic minorities,

de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations.

2. — L'Allemagne agréée que tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

3. — L'Allemagne agréée en outre qu'en cas de divergence d'opinion, sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles, entre le Gouvernement et une Puissance quelconque, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Le Gouvernement allemand agréé que tout différend de ce genre sera, si l'autre Partie le demande, déferé à la Cour permanente de Justice. La déci-

de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations. Les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon s'engagent à ne pas refuser leur assentiment à toute modification desdits articles, qui serait consentie en due forme par une majorité du Conseil de la Société des Nations.

2. — La Pologne agréée que tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

3. — La Pologne agréée en outre qu'en cas de divergence d'opinion, sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles, entre le Gouvernement polonais et l'une quelconque des Principales Puissances alliées et associées ou toute autre Puissance, Membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Le Gouvernement polonais agréé que tout différend de ce genre sera,

ities, constitute obligations of international concern and shall be placed under the guarantee of the League of Nations. They shall not be modified without the assent of a majority of the Council of the League of Nations.

(2) Germany agrees that any Member of the Council of the League of Nations shall have the right to bring to the attention of the Council any infraction, or any danger of infraction, of any of these obligations, and that the Council may thereupon take such action and give such direction as it may deem proper and effective in the circumstances.

(3) Germany further agrees that any difference of opinion as to questions of law or fact arising out of these articles between the German Government and any other Power, a Member of the Council of the League of Nations, shall be held to be a dispute of an international character under Article 14 of the Covenant of the League of Nations. The German Government hereby consents that any such dispute shall, if the other Party thereto demands, be referred to the Permanent Court of International Justice. The deci-

constitute obligations of international concern and shall be placed under the guarantee of the League of Nations. They shall not be modified without the assent of a majority of the Council of the League of Nations. The United States, the British Empire, France, Italy and Japan hereby agree not to withhold their assent from any modification in these articles which is in due form assented to by a majority of the Council of the League of Nations.

(2) Poland agrees that any Member of the Council of the League of Nations shall have the right to bring to the attention of the Council any infraction, or any danger of infraction, of any of these obligations, and that the Council may thereupon take such action and give such direction as it may deem proper and effective in the circumstances.

(3) Poland further agrees that any difference of opinion as to questions of law or fact arising out of these articles between the Polish Government and any one of the Principal Allied and Associated Powers or any other Power, a Member of the Council of the League of Nations, shall be held to be a dispute of an international character under Article 14 of the Covenant of the League of Nations. The Polish Government hereby consents that any such dispute shall, if the other Party thereto demands, be referred to the

sion de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.

si l'autre Partie le demande, déferé à la Cour permanente de Justice. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte.

TITRE II.

Afin de baser la protection des minorités dans les deux parties du territoire plébiscité sur le principe d'une réciprocité équitable, et afin de tenir compte des conditions spéciales résultant du régime transitoire, les Parties contractantes ont, sans préjudice des dispositions du titre I de la présente Partie, convenu pour une période de quinze ans des stipulations qui suivent.

Le contenu des articles 65 à 72 se trouve répété au présent titre à la seule fin de donner une vue d'ensemble.

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 73.

1. — La Pologne et l'Allemagne s'engagent à ce que les stipulations contenues dans les articles 66, 67 et 68 soient reconnues comme lois fondamentales, à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle, ne soient en contradiction ou en opposition avec ces stipulations, et à ce qu'aucune loi, aucun règlement et aucune action officielle ne prévalent contre elles.

2. — Les tribunaux et cours de justice, y compris les tribunaux administratifs, militaires et les tribunaux extraordinaires, sont compétents pour examiner si les dispositions législatives ou administratives ne sont pas contraires aux stipulations de la présente Partie.

Article 74.

La question de savoir si une personne appartient ou non à une minorité de race, de langue ou de religion, ne peut faire l'objet d'aucune vérification ni d'aucune contestation par les autorités.

sion of the Permanent Court shall be final and shall have the same force and effect as an award under Article 13 of the Covenant.

Permanent Court of International Justice. The decision of the Permanent Court shall be final and shall have the same force and effect as an award under Article 13 of the Covenant.

DIVISION II.

In order that the protection of minorities in the two portions of the plebiscite territory may be based on the principle of equitable reciprocity, and in order to take account of the special conditions resulting from the transitional régime, the Contracting Parties, without prejudice to the provisions of Section I of the present Part, have agreed on the following provisions for a period of fifteen years.

The contents of Articles 65 to 72 are only repeated in the present Section for the purpose of giving a general view.

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

Article 73.

(1) Poland and Germany undertake that the stipulations contained in Articles 66, 67 and 68 shall be recognized as fundamental laws, that no law, regulation or official action will be permitted to stand in contravention of or in opposition to these stipulations and that no law, regulation or official action shall prevail against them.

(2) Tribunals and courts of justice, including administrative, military and extraordinary tribunals, shall be competent to examine legislative or administrative provisions in order to ascertain whether they conflict with the stipulations of this Part.

Article 74.

The question whether a person does or does not belong to a racial, linguistic or religious minority may not be verified or disputed by the authorities.

CHAPITRE IV.

ENSEIGNEMENT.

Première Section. — ENSEIGNEMENT PRIVÉ.

.....

Deuxième Section. — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE PUBLIC.

Article 105.

§ 1.

Sont considérées comme écoles primaires au sens du présent chapitre, les écoles, à l'exclusion des écoles complémentaires, que les enfants doivent fréquenter si l'enseignement prescrit ne leur est pas donné d'une autre manière.

§ 2.

Il sera pourvu aux besoins des minorités en matière d'enseignement primaire public, au moyen des institutions scolaires suivantes :

- a) écoles primaires employant la langue de la minorité comme langue véhiculaire, dites écoles minoritaires ;
- b) classes primaires employant la langue de la minorité comme langue véhiculaire, instituées auprès des écoles primaires de langue officielle, dites classes minoritaires ;
- c) cours minoritaires comprenant :
 - 1° l'enseignement de la langue de la minorité (cours minoritaires de langue) ;
 - 2° l'instruction religieuse dans la langue de la minorité (cours minoritaires de religion).

Article 106.

§ 1.

1. — Il sera créé une école minoritaire, sur la demande d'un ressortissant, appuyée par les personnes légalement responsables de l'éducation d'au moins quarante enfants d'une minorité de langue, à condition que ces enfants soient ressortissants de l'État, appartiennent à une même communauté scolaire (*Schulverband* — *związek szkolny*), aient l'âge où l'en-

CHAPTER IV.

EDUCATION.

Section I.—PRIVATE EDUCATION.

.....

Section II.—PUBLIC ELEMENTARY EDUCATION.

Article 105.

§ 1.

For the purposes of the present chapter, elementary schools shall be taken to mean schools, other than extension (supplementary) schools, which children must attend if the prescribed tuition is not given to them in any other manner.

§ 2.

The requirements of minorities as regards public elementary education shall be supplied by means of the following educational institutions :

- (a) elementary schools employing the language of the minority as the language for imparting instruction, known as minority schools ;
- (b) elementary classes employing the minority language as the language for imparting instruction attached to elementary schools employing the official language, known as minority classes ;
- (c) minority courses including :
 - (1) tuition in the minority language (minority language courses) ;
 - (2) religious instruction in the minority language (minority religious courses).

Article 106.

§ 1.

(1) A minority school shall be established on the application of a national, supported by the persons legally responsible for the education of at least forty children belonging to a linguistic minority, provided that these children are nationals of the State, that they belong to the same school district (*Schulverband—związek szkolny*), that they are of the age at which

seignement est obligatoire, et soient destinés à fréquenter ladite école.

2. — Si quarante de ces enfants au moins appartiennent à la même confession ou religion, il sera créé sur demande une école minoritaire du caractère confessionnel ou religieux demandé.

3. — Dans le cas où la création d'une école minoritaire n'est pas expédiente pour des raisons spéciales, il sera formé des classes minoritaires.

§ 2.

Il devra être donné satisfaction aux demandes mentionnées aux alinéas 1 et 2 du paragraphe premier, dans le plus bref délai possible et au plus tard au début de l'année scolaire qui suivra la demande, à condition que celle-ci ait été présentée neuf mois au moins avant le début de l'année scolaire.

Article 107.

1. — Sur la demande d'un ressortissant, appuyée par les personnes légalement responsables de l'éducation d'au moins dix-huit élèves d'une école primaire qui sont ressortissants de l'État et appartiennent à une minorité de langue, des cours minoritaires de langue seront institués aussitôt que possible pour ces élèves.

2. — Dans les mêmes conditions, si douze au moins de ces élèves appartiennent à la même confession ou religion, des cours minoritaires de religion seront institués sur demande pour ces élèves.

Article 108.

§ 1.

1. — Les institutions scolaires de minorité ne pourront être supprimées que si le nombre de leurs élèves est, pendant trois années scolaires consécutives, inférieur au nombre prévu pour leur création.

2. — Toutefois, la suppression pourra être ordonnée à l'expiration d'une année scolaire, si pendant toute cette année le nombre des élèves a été inférieur à la moitié du nombre prévu.

§ 2.

En cas de suppression d'une institution scolaire de minorité, la minorité pourra maintenir l'institution en question à titre

education is compulsory, and that the intention is that they should attend the said school.

(2) If at least forty such children belong to the same denomination or religion, a minority school of the denominational or religious character desired shall be established on application.

(3) Should the establishment of a minority school be inexpedient for special reasons, minority classes shall be formed.

§ 2.

The applications mentioned in paragraphs 1 and 2 of § 1 shall be complied with as expeditiously as possible and not later than the beginning of the school year following the application, provided that the latter has been submitted at least nine months before the beginning of the school year:

Article 107.

(1) On the application of a national, supported by the persons legally responsible for the education of at least eighteen pupils of an elementary school who are nationals of the State and belong to a linguistic minority, minority language courses shall be formed as soon as possible for such pupils.

(2) Under the same conditions, if not less than twelve of such pupils belong to the same denomination or religion, minority courses for religious instruction shall be formed for these pupils upon application.

Article 108.

§ 1.

(1) Minority educational institutions may only be suppressed if the number of pupils attending them has fallen below the number fixed for their establishment for three consecutive years.

(2) Nevertheless their suppression may be ordered at the end of a school year if throughout the whole of that year the number of pupils has been less than one half of the number contemplated.

§ 2.

In the event of the suppression of a minority educational institution, the minority may maintain such institution as a

privé. Lorsque les circonstances le permettent, le local et le matériel scolaire qui lui servaient peuvent être laissés à sa disposition.

Troisième Section. — ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET COMPLÉMENTAIRE.

Quatrième Section. — ENSEIGNEMENT MOYEN ET SUPÉRIEUR.

Cinquième Section. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 131.

1. — Pour établir quelle est la langue d'un élève ou enfant, il sera uniquement tenu compte de la déclaration verbale ou écrite de la personne légalement responsable de son éducation. Cette déclaration ne pourra faire l'objet d'aucune vérification ou contestation de la part des autorités scolaires.

2. — Les autorités scolaires devront de même s'abstenir d'exercer toute pression, si minime qu'elle soit, ayant pour but le retrait de demandes de création d'institutions scolaires de minorités.

Article 132.

§ 1.

Par langue véhiculaire ou par langue considérée comme matière d'enseignement, on entend la langue littéraire correcte soit polonaise, soit allemande.

§ 2.

Là où la langue d'une minorité est la langue véhiculaire, elle l'est pour l'enseignement de toutes les matières, sauf pour l'enseignement du polonais dans la partie polonaise du territoire plébiscité et pour l'enseignement de l'allemand dans la partie allemande dudit territoire, lorsque l'enseignement de ces langues fait partie du programme scolaire.

§ 3.

Les cours minoritaires de la langue de la minorité seront donnés dans cette langue.

.....

private concern. When circumstances permit, the premises and educational equipment used may be left at the disposal of the institution.

Section III.—VOCATIONAL AND SUPPLEMENTARY EDUCATION.

Section IV.—SECONDARY AND HIGHER EDUCATION.

Section V.—GENERAL PROVISIONS.

Article 131.

(1) In order to determine the language of a pupil or child, account shall only be taken of the verbal or written statement of the person legally responsible for the education of the pupil or child. This statement may not be verified or disputed by the educational authorities.

(2) Similarly, the educational authorities must abstain from exercising any pressure, however slight, with a view to obtaining the withdrawal of requests for the establishment of minority educational institutions.

Article 132.

§ 1.

By language for imparting instruction or language considered as a subject of the curriculum is meant correct literary Polish or German as the case may be.

§ 2.

When a minority language is the language for imparting instruction, it shall be used for the teaching of all subjects, except for the teaching of Polish in the Polish part of the plebiscite territory and for the teaching of German in the German part of that territory, when instruction in these languages forms part of the school curriculum.

§ 3.

Minority courses in the minority language shall be given in that language.

.

TITRE III.

DROIT DE PÉTITION ET VOIES DE RECOURS.

Article 147.

Le Conseil de la Société des Nations est compétent pour statuer en ce qui concerne toute pétition individuelle ou collective ayant trait aux dispositions de la présente Partie, et adressée directement à lui par des personnes appartenant à une minorité. Lorsque le Conseil transmet ces pétitions au gouvernement de l'État dans le territoire duquel les pétitionnaires sont domiciliés, ce gouvernement les réadressera, pour examen, au Conseil, avec ou sans observations.

.....

Article 149.

En ce qui concerne l'application et l'interprétation des dispositions de la présente Partie par les autorités administratives qui reçoivent des ordres par la voie hiérarchique, les personnes appartenant à une minorité pourront, conformément aux dispositions qui suivent, soumettre pour examen une pétition à l'Office des minorités de leur État. Celui-ci transmettra, conformément aux stipulations spéciales contenues dans les articles suivants, ces pétitions au président de la Commission mixte pour avis. Dans le cas où les pétitionnaires ne seraient pas satisfaits de la solution donnée à l'affaire par l'autorité administrative, ils pourront faire appel au Conseil de la Société des Nations.

.....

Article 157.

L'appel au Conseil de la Société des Nations prévu à l'article 149, devra être adressé à l'Office des minorités. Celui-ci en obtiendra la transmission au Conseil par le gouvernement.

DIVISION III.

RIGHTS OF PETITION AND MEANS OF REDRESS.

Article 147.

The Council of the League of Nations shall be competent to decide upon any individual or collective petitions relating to the provisions of this Part or addressed directly to it by persons belonging to a minority. When the Council transmits such petitions to the Government of the State in the territory of which the petitioners are resident, this Government shall return them to the Council for examination, with or without observations.

.

Article 149.

As regards the application or interpretation of the provisions of this Part by administrative authorities who receive orders from their immediate superiors, persons belonging to a minority may, in accordance with the following provisions, submit a petition for consideration by the Office of Minorities of the State to which they belong. This Department shall, in accordance with the special conditions laid down in the following articles, transmit such petitions to the President of the Mixed Commission for his opinion. Should the petitioners not be satisfied with the solution given to the matter by the administrative authority, they may appeal to the Council of the League of Nations.

.

Article 157.

The appeal to the Council of the League of Nations provided for in Article 149 shall be addressed to the Office of Minorities. The latter shall cause it to be forwarded to the Council by the Government.
